

connaître leur position. Nous sommes prêts depuis quelque temps déjà à le rendre public, et ce devrait être fait, d'ici une semaine ou deux probablement.

M. Caccia: Dois-je comprendre que vous blâmez le gouvernement de l'Ontario?

M. Gurbín: Pas du tout. J'ai simplement signalé que nous avons décidé de ne pas donner notre réponse officielle tant que nous n'aurions pas reçu celles du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement des États-Unis.

Quant au second rapport, soit le plan d'action présenté par M. Thomas au ministre la semaine dernière, le ministre en a parlé et je ne crois pas que sa réponse ait mis à jour quelque différent ou suscité quelque confusion. En fait, je pense que cette question a été fort bien traitée. Il s'agit, selon nous, d'un document de travail. Si le député veut se donner la peine d'écrire à Washington pour demander le rapport, et qu'on le lui envoie, libre à lui. Nous soutenons qu'il s'agit d'un document de travail. Nous avons organisé une réunion le 8 novembre entre les principales parties intéressées, soit le Canada, les États-Unis, l'État de New York et le gouvernement de l'Ontario. A ce moment-là, toutes les parties étudieront ce document et entreprendront d'y apporter les changements qu'elles jugeront opportuns.

● (1830)

Le député a également demandé . . .

M. Caccia: C'est du domaine public chez nos voisins du Sud.

M. Gurbín: Si le député veut que je réponde à la question dans le temps qui m'est imparti, il lui faudra m'écouter plutôt que de m'interrompre.

Pour ce qui est de l'argent, je signale au député que les Américains ont dépensé au moins 1 milliard de dollars jusqu'ici. Je présume qu'il s'intéresse à ce que font les Américains. Quand M. Thomas était au Canada, il a déclaré en privé et officiellement qu'il faudra des centaines de millions de dollars de plus et que ces fonds seront disponibles lorsque nécessaires. Le problème n'est pas l'importance de la somme. Il faut prendre des mesures concrètes pour dépolluer la rivière. En fait, au fond, il faut éliminer les polluants qui causent les problèmes. Nous avons reconnu qu'il faudra beaucoup d'argent pour cela. Les Américains l'ont également reconnu et ils sont disposés à payer la note.

Le député s'est déclaré mécontent de certaines mesures prises par le gouvernement et le ministre. Le plan que nous avons reçu n'est pas définitif. Nous avons la possibilité de le rendre aussi complet et précis que possible compte tenu des questions importantes dont nous sommes saisis. Nous sommes encouragés par les progrès que nous avons accomplis jusqu'à présent, tout en étant conscients qu'il reste encore du chemin à faire. Les Américains doivent aussi l'admettre sans hésiter.

Le député de Davenport trouvera peut-être un encouragement dans la déclaration de son chef qui a dit en Ontario que, bien qu'il soit possible d'opter pour diverses approches techniques, il était encouragé par l'énergie manifestée par M. Thomas et convaincu que les choses peuvent évoluer.

L'ajournement

[Français]

LES CORPORATIONS—L'ACHAT D'UNE SOCIÉTÉ DANS L'EST DE MONTRÉAL—A) LES CONSÉQUENCES SUR L'ÉCONOMIE. B) LA SITUATION DANS L'EST DE MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, ma question concerne la fermeture de la S.Q.D. Technologie à Ville d'Anjou, dans la circonscription de Saint-Léonard-Anjou et le fait que le 23 novembre prochain 250 emplois vont être perdus, lesquels s'ajoutent à la longue liste dans l'est de Montréal, qui tous les jours, monsieur le Président, devient plus longue.

Dans ma question que j'ai posée mardi passé au ministre de la Consommation et des Corporations (M. Côté), j'ai parlé du fait que cette transaction est un peu étrange, c'est que le seul concurrent qu'il y avait au Québec concernant la fabrication d'un système de suspension pour camions-automobiles a été acheté avec l'intention tout particulièrement de le faire fermer. Et la question que je posais c'est: Comment peut-on permettre d'abolir la concurrence dans ce secteur et dans tous les secteurs? Parce que là, c'est très dangereux, monsieur le Président, on s'en va dans un système de monopole et, bien sûr, c'est contre notre système de libre entreprise.

J'aimerais savoir pourquoi le ministre n'est pas intervenu. Est-ce qu'il a l'intention d'intervenir, et si on pourrait, d'ici le 23 novembre, arrêter cette perte d'emplois de 250 emplois qui vraiment provoque une situation très malheureuse dans une région où la pauvreté est toujours de plus en plus en augmentation?

Ma deuxième question s'était aussi adressée au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) pour le fait que, à part l'effet de concurrence, monsieur le Président, c'est un groupe d'investisseurs étrangers qui achètent cette compagnie, et ma question justement se posait: Si on avait eu l'Agence d'examen de l'investissement étranger, si on avait pu arrêter une telle transaction . . . Et maintenant, avec Investissement Canada, on ne peut rien faire. Et justement, j'ai demandé au ministre de l'Expansion industrielle régionale d'intervenir. Malheureusement, monsieur le Président, le ministre me répondit que ce n'est pas l'objectif d'Investissement Canada de permettre aux étrangers d'acheter des usines et de les fermer, mais nous sommes devant des faits qui sont arrivés et je me demande: Est-ce que c'est une politique du gouvernement? Est-ce que le ministre va intervenir? Est-ce que ces 200 emplois pourront être sauvés? J'attends ce soir une réponse que j'espère positive, non pas pour moi mais pour les 200 emplois de Ville d'Anjou qui sont attendus avec impatience.

● (1835)

[Traduction]

M. Bill Domm (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous présenter le contexte. Le groupe d'entreprises Marmon va acheter les biens de l'usine de ressorts automobiles de SKD Technologies Inc. après sa fermeture en novembre. Marmon n'achète pas la SKD Technologies Inc. Je crois savoir qu'il n'y avait pas d'acheteur potentiel de cette usine de ressorts en activité. Le groupe Marmon a l'intention de réinstaller les machines de l'usine dans sa nouvelle usine de Cambridge en Ontario, qui va donner de l'emploi à des dizaines et des dizaines de personnes.